

POLITIQUE

Les partis politiques au Maroc et la crise de la représentation

Dans tous les régimes politiques, la relation entre gouvernant et gouverné découle du mode de la représentation politique au sein de la société. Partout dans le monde aucun candidat aux élections ne peut se passer du soutien populaire il faut un minimum de consentement entre les parties contractuelles.



Par : Dr Fouzia ELBAYED,
Chercheur en communication institutionnelle

La communication entre citoyens et élus qui se réclament de l'onction populaire, revêt un caractère qui a ses spécificités d'une région à une autre. L'opinion que se forge le citoyen du candidat susceptible de le présenter est appuyée par un pouvoir social et politique, la maîtrise de l'opération électorale et des techniques de la communication politique qui lui sont associées. S'ouvrir sur le citoyen pour le convaincre de votre programme et l'inciter à voter en votre faveur.

Avant l'approche de l'événement élection ; le candidat doit consolider sa relation au quotidien avec le citoyen en se mettant à son service et en écoutant ses doléances. Mais l'affermissement des liens avec le citoyen doit commencer dans et par le parti politique. Institution à qui le législateur a conféré le rôle de l'encadrement.

Qu'est ce qui a fait que la masse électorale marocaine ait boudé les scrutins lors des législatives de septembre 2007 ?

Question qui a largement été sujet d'un débat national et qui se repose encore aujourd'hui avec acuité puisqu'elle est d'actualité alors que le royaume est en phase préparatoire pour les communales.

La prépondérance de la représentation des notables traditionnels, dont une majorité s'adonnent à l'exercice de la politique par prestige, pour défendre leurs intérêts, pour élargir leur carnet d'adresse, ou pour chercher d'éventuels marchés, est une réalité sociale qui a transformé la donne, la nature et les objectifs mêmes de l'opération des élections.

Fournisseur de fond aux partis politiques et de logistiques dans les élections, le notable est même convoité. Certaines régions au Maroc obéissent à des normes où les relations entre élu et électeurs sont caractérisées par le clientélisme ou les liens tribaux. L'élu joue le rôle de l'intermédiaire entre l'administration et le citoyen. Il doit être présent dans les fêtes et les deuils.

TRIBALISME ET POLITIQUE

Ce sont des rapports structurés par un postulat socioculturel spécifique à chaque région. L'étranger n'a pas lieu d'être. D'où la difficulté de faire régner une certaine culture politique basée sur la méritocratie et sur les programmes de développement. C'est plus des règles coutumières régissant des types de relation qui varient d'un milieu social à un autre, qu'une culture politique encore en état stationnaire voire même artificiel.

A chaque fois que les élections s'approchent les partis politiques connaissent des défections dont la migration de leurs « militants ». Un phénomène qui caractérise l'exercice de la politique du côté de chez nous. C'est une solution à laquelle se réfèrent certains candidats insatisfaits et qui voient leur emplacement contrariant à leur ambition. D'autres changent de casquette sous la pression de l'absence de la démocratie interne.

En principe les investitures sont accordées selon le critère de la compétence, la base populaire, la bonne moralité, enfin une grille d'évaluation qui varie relativement d'un parti à un autre. Mais il arrive que les candidats qui ne sont pas retenus par leur propre mérite réclament leur tour dans la cuisine interne, au moment où les coulissiers font tous les moyens possibles pour écarter les éventuels concurrents en ayant recours à d'autres méthodes et sont conseillés par tel ou untel cadre. Les convictions idéologiques ou les principes sont une monnaie rare. La méritocratie est une règle très relative. Il y a tout un apprentissage en politique à faire.

Le faible nombre d'électeurs se traduit d'abord par le nombre réduit des inscrits qui malgré l'usage de tous les canons de la communication et la période de dérogation et l'appel répétitif du ministère de tutelle à participer à la révision des listes paraît ne manifester aucun intérêt à la chose politique. C'est un signe qui nécessite des mesures préventives et incitatives au Changement.

DÉSENGAGEMENT DES ÉLECTEURS

Il faut dire que l'héritage lourd de tout ce qu'on a accumulé comme « bien » politique des années de la tricherie et de la corruption, devenu un topos, y est pour quelque chose. Le taux élevé d'analphabétisme et d'absentéisme dans un parlement donnant l'image d'un certain niveau de la pratique politique, les promesses de vote des manieurs de la langue de bois qui s'évaporent avec la fin de la campagne, des élus qui disparaissent et remettent en cause la crédibilité du politique à côté d'autres symptômes de dysfonctionnement, illustrent le phénomène de l'abstentionnisme et la non inscription sur les listes électorales. L'accentuation de la coupure entre la masse électorale convoitée occasionnellement pour ses voix à l'approche des élections législatives ou communales, et l'élite qui draine un sentiment de scepticisme et d'abandon social, est une atmosphère qui crée une sorte de flottement et d'opacité qui dissout les repères de l'avenir. Aucune éventuelle collaboration, ne se dessine dans l'horizon dans l'esprit de l'initiative volontaire entre les différentes composantes de la société pour prendre leur

quartier, leur ville, ou leur région en main.

LE POUVOIR DE L'ARGENT

Il va sans dire aussi que les observateurs remarquent que la scène politique lors de la fièvre électorale devient un marché où celui qui gaspille le plus généreusement est le favori. Les accréditations sont attribuées par certains partis politiques à des candidats qui ne s'affichent qu'aux élections. Les chiffres qui circulent dans les campagnes des élections sont très parlants. L'enjeu du choix du candidat compatible est très personnalisé.

Le malheur est que l'argent, comme fondement de l'autorité de certains candidats, est parfois d'origine douteuse. La fortune personnelle des futurs candidats scrute les électeurs et crée une dynamique dans un « marché » saisonnier où des agents de soutien électoral apparaissent, s'engagent avec un deux ou parfois plusieurs candidats concurrents à la fois. Le jeu devient absurde, et laisse dégager un parfum de trahison. Comme si la politique n'est qu'occasion à saisir, un festin pour les opportunistes, et les chômeurs qui crient vengeance d'un présent insatisfaisant, d'une politique qu'ils jugent pas au diapason de leurs attentes.

RETRAIT DE L'ÉLITE INTELLECTUELLE

La domination nobiliaire dans les deux chambres ; parlement et conseillers et dans l'exercice de la politique dans les partis, montre que la bataille du savoir est perdue d'avance.

L'élite intellectuelle qui doit être un acteur participant aux mouvements de réformes sociales et économiques de son pays, qui doit marquer sa présence, déranger, proposer, contredire, s'opposer, créer la différence, a préféré le retrait de l'ascète. Les compétences éprouvent des difficultés à s'imposer face à la dominance de l'argent et l'extension des réseaux de relations que tissent des lobbyings autour de l'intérêt commun.

La compétition, pas toujours loyale et où les infractions juridiques battent de l'aile, pour acquérir un siège revêt le caractère de la lutte pour s'accaparer le pouvoir. Donc l'objectif qui s'affiche de façon flagrante devant le citoyen n'est pas une concurrence légi-

time pour s'occuper de l'affaire publique mais pour des fins ascensionnelles. L'ambition politique est légitime mais la domination des appétits voire des pulsions personnalisées fausse sa crédibilité.

CONTRADICTIONS ET COMPLICITÉS

La femme politique, mise avant à l'isolement, ainsi que l'intellectuel ne sont placés en tête de la liste que par obligation, pour intéresser l'électeur à la politique ou pour tenter de le politiser en lui fournissant des profils convoités pour leur CV. Alors que parfois une même liste peut contenir des profils contradictoires et des spécialistes de la migration des partis. Toutes les couleurs sont bonnes, il n'y a plus de différence entre gauche ou droite, pourvu que le parti où ils parachutent leur octroie l'accréditation. En tout cas le multipartisme, avec le nombre encore croissant des nouveaux venus dans le théâtre politique, crée chez le citoyen un effet de vertige.

Dans d'autres cas, une complicité se tisse entre le fournisseur de la campagne et le possesseur du bien du savoir qui est en même temps le concepteur du discours, et le communicateur politique. Heureuse coïncidence, l'un ne peut exister sans l'autre. Il faut bien un bon orateur et un producteur des outils de la propagande électorale et un fournisseur de sa logistique. C'est la règle du jeu de la compétition politique qui pour aboutir à ses fins nécessite des alliances stratégiques.

Le désintérêt à la politique, remarqué plus chez les citadins que chez les ruraux, ne facilite pas la tâche. L'État a compris le message de l'abstentionnisme. La nécessité d'entretenir un intérêt pour la politique ne dépend pas de la volonté de quelques décideurs. Le citoyen a besoin de voir les limites de la fonction de chaque institution. Il a besoin du temps pour faire régner une atmosphère de confiance. Aussi faut-il la mobilisation des moyens importants pour tenter de contrer cette image ancrée dans la mémoire du citoyen, pour l'inciter à remplir son devoir national et à participer activement au choix de la personne la mieux qualifiée et la plus capable d'assumer la responsabilité qui lui sera incombée. En tout cas le Maroc n'a que trente ans d'expériences dans les élections il faut donner du temps au temps, et remplir son devoir historique, chacun de son côté. /.

